

Éditorial

Jeanne Simard, Salmata Ouedraogo, France Desjardins et Théophile Serge Nomo

Volume 32, numéro 1, 2023

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1099966ar>

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v32n1.1549>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Chicoutimi

ISSN

1493-8871 (imprimé)

2564-2189 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Simard, J., Ouedraogo, S., Desjardins, F. & Nomo, T. (2023). Éditorial. *Revue Organisations & territoires*, 32(1), 1–5.
<https://doi.org/10.1522/revueot.v32n1.1549>

© Jeanne Simard, Salmata Ouedraogo, France Desjardins et Théophile Serge Nomo, 2023



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Éditorial

Dans ce premier numéro de l'année 2023, le comité éditorial présente la suite des deux dossiers parus dans le dernier numéro en 2022 (vol. 31, n° 3). Le premier dossier porte sur les enjeux contemporains de la sécurité alimentaire, tandis que le second se penche sur les dispositifs d'accompagnement et d'appui financier à l'entrepreneuriat et aux PME en contexte africain francophone.

Dossier sur les enjeux contemporains de la sécurité alimentaire

Sans contredit, la faim et la malnutrition sont des enjeux majeurs auxquels doivent actuellement faire face les populations mondiales. Selon Men et Tarasuk (2021), l'insécurité alimentaire s'est particulièrement aggravée pendant la pandémie de COVID-19. Depuis plusieurs années et un peu partout à travers le monde, des réflexions sont menées afin de trouver des solutions à ce fléau qui, en plus de causer de grandes souffrances physiques et psychologiques aux individus, particulièrement aux enfants et aux personnes vulnérabilisées, risque d'entraver sérieusement le développement social et économique.

Heureusement, de nombreuses initiatives publiques, communautaires et individuelles sont déployées afin d'améliorer la sécurité alimentaire, c'est-à-dire la disponibilité ainsi que l'accès physique et économique à des aliments sains pour les populations. En publiant ce dossier, les membres du Laboratoire de recherche et d'intervention en gouvernance des organisations (LARIGO) de l'Université du Québec à Chicoutimi souhaitent mettre la main à la pâte afin de créer un espace de dialogue où différents champs de compétence se rejoignent pour offrir un éclairage multidisciplinaire sur la question.

Le premier article de ce dossier est celui de **Patrick Mundler**, qui s'intéresse au poids économique, social et spatial des circuits courts alimentaires au Québec. Plus particulièrement, son article porte sur les circuits courts dans les fermes, lesquels sont de plus en plus nombreux sur le territoire québécois. Il présente les nombreux atouts qui peuvent être attribués à cette forme de mise en marché, mais aussi les difficultés que rencontrent ces fermes et qui sont inhérentes à leur système de commercialisation ainsi qu'à leur environnement économique et réglementaire. Pour l'auteur, ces nombreux défis ne sont pas seulement ceux des agriculteurs et agricultrices qui choisissent cette voie, mais ils sont aussi ceux des consommateurs, des collectivités et de l'État, qui, chacun à leur manière, peuvent accompagner leur développement.

L'article d'**Isabelle Prud'Homme** et de **Mélanie Doyon** s'intéresse aux actions mises en œuvre par l'organisme sans but lucratif *Afrique au Féminin* pour prévenir et contrer la précarité, l'exclusion et l'insécurité alimentaire des femmes pour la majorité issue de l'immigration vivant à Parc-Extension, le quartier le plus densément peuplé de la ville de Montréal, au Québec. Présent depuis plus de 30 ans dans le quartier, cet organisme ancre ses actions dans une volonté de lutte contre la précarité et l'exclusion des femmes le fréquentant. Dans leur étude, les auteures examinent les conditions de vie de ces femmes ainsi que les retombées positives de l'organisme sur celles-ci, et ce, malgré les nombreux impacts qu'a eus la pandémie de COVID-19 sur la vie de tous les citoyens et citoyennes.

Élisabelle Nadeau et **Alain Olivier** se penchent sur l'apport du *Marché solidaire Croque St-Roch* à la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le quartier Saint-Roch, en basse-ville de Québec. En effet, depuis plusieurs années, ce quartier comporte de nombreux enjeux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui varient en fonction des histoires de vie souvent difficiles de sa population. Parmi les nombreuses initiatives mises en place afin d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ce quartier, les auteurs explorent tout particulièrement la création de ce marché solidaire, qui a pour objectif de faciliter l'accès des habitants et habitantes aux produits maraîchers locaux. Ils constatent que la population du quartier n'inclut pas *de facto* des produits frais et sains dans leur alimentation, et ce, pour de nombreuses raisons. Ils pointent tout particulièrement du doigt la méconnaissance de certains produits offerts. Des solutions sont proposées afin d'améliorer la littératie alimentaire de la population du quartier Saint-Roch.

Le Canada est le seul pays du G7 à ne pas avoir un programme national d'alimentation scolaire, malgré l'insécurité alimentaire documentée des personnes de moins de 18 ans. Selon **France Desjardins**, **Salmata Ouedraogo**, **Aurelas Bignon Tohon**, **Essolaba Aouli** et **Anne-Marie Bérubé**, un tel programme est nécessaire et doit intégrer la notion de choix afin d'assurer la dignité des parents et l'épanouissement des enfants. Les auteurs soulignent qu'au-delà des caractéristiques socioéconomiques et politiques, il faut prendre en considération les capacités personnelles des parents usagers des programmes d'alimentation scolaire de même que les caractéristiques socioéconomiques des établissements scolaires comme composantes cruciales de l'environnement capabilisant favorable pour le déploiement d'un programme canadien d'alimentation scolaire.

Pour leur part, **Laurence Bastien**, **Véronique Provencher**, **Eli Sawadogo** et **Kaven Bernier** nous transportent en Abitibi-Témiscamingue, une région située à l'ouest du Québec, pour nous présenter une démarche participative d'évaluation du processus de mise en œuvre et de la gouvernance d'un projet pilote en sécurité alimentaire lancé par le Laboratoire d'agriculture urbaine et de proximité (Labor-AT) en 2021. Ce projet a pour objectif de favoriser la sécurité alimentaire de manière durable par un meilleur accès physique et économique à des aliments frais et sains, plus particulièrement auprès des

personnes vulnérables dans cette région québécoise. Ce projet s'est démarqué par sa nature collective, par le nombre d'acteurs impliqués et par la hauteur du financement obtenu. De façon transparente, les auteurs présentent les apprentissages et les conditions de succès que cette démarche participative d'évaluation a permis de dégager.

Enfin, **Jean-Philippe Laperrière** et **Mylène Thériault** nous présentent un nouvel indicateur afin d'appréhender le coût d'une alimentation plus en accord avec les goûts et les cultures alimentaires : le budget alimentaire décent. Les auteurs présentent leurs réflexions ainsi que les résultats originaux d'une enquête exploratoire réalisée dans le milieu communautaire de la région métropolitaine de Montréal sur les représentations d'un budget alimentaire décent. Cela nous a permis d'entrer en contact avec des gens sensibilisés aux enjeux de l'alimentation, donc plus susceptibles de connaître leurs habitudes et leurs besoins, tout en ayant des moyens plus modestes par rapport à la moyenne québécoise. Le résultat de leur enquête a pour objectif d'ouvrir la voie à de nouvelles revendications pour l'alimentation des foyers à faibles revenus.

Dossier sur les dispositifs d'accompagnement et d'appui financier à l'entrepreneuriat et aux PME en contexte africain francophone

L'entrepreneuriat et les PME constituent des enjeux cruciaux dans la plupart des pays africains, particulièrement dans l'espace francophone. La plupart des stratégies nationales de développement de ces pays préconisent l'auto-emploi et le développement des PME comme solutions à la résorption du chômage des jeunes. De même, le phénomène du salariat-entrepreneuriat devient de plus en plus important (Klyver et collab., 2020). Il prend de l'ampleur dans les pays en développement, principalement au regard de ses impacts socioéconomiques. La compréhension de ce phénomène est nécessaire pour la mise en œuvre de dispositifs d'accompagnement et de financement adaptés dans le contexte africain francophone. D'où l'intérêt de l'article de ce dossier portant sur l'hybridation salariat-entrepreneuriat au Burkina Faso.

Honorine Illa et **Attianbou Bienvenu Binger Beyiran** traitent des motivations et des stratégies de conciliation de l'emploi salarié et de l'activité entrepreneuriale au Burkina Faso. Les auteurs s'appuient sur une série d'entretiens menés auprès des entrepreneurs hybrides pour mieux comprendre cette forme entrepreneuriale. Les résultats de leur recherche montrent que les motivations entrepreneuriales hybrides sont à la fois économiques et non économiques, mais sont également dépendantes du contexte socioculturel. Ils apportent aussi un éclairage sur le mode de gestion adopté par ces entrepreneurs hybrides, à savoir la délégation de la gestion courante à un personnel diversifié et le suivi ainsi que le contrôle à distance de ces PME par l'adoption des technologies numériques. Pour terminer, les auteurs suggèrent aux pouvoirs publics de soutenir l'entrepreneuriat hybride au regard de sa contribution à l'amélioration du pouvoir d'achat des individus et de sa capacité de création d'emplois.

Entretiens

Dans ce numéro, vous trouverez aussi, sous la rubrique *Entretiens*, trois entretiens. Les deux premières conversations témoignent d'enjeux touchant le secteur agroalimentaire.

Tout d'abord, **Lise Tremblay**, directrice générale de la Fédération de l'Union des producteurs agricoles du Saguenay–Lac-Saint-Jean (UPA), dont la mission est de défendre les intérêts socioéconomiques et environnementaux des producteurs agricoles, partage avec nous son expérience, les projets ainsi que les enjeux relatifs à son organisation et au secteur agricole. Les grands enjeux abordés dans le cadre de ses fonctions sont la gestion de la relève agricole, l'augmentation des prix des terres et l'émergence de l'agroalimentaire.

Pour sa part, **Isabelle T. Rivard**, directrice du Créneau d'excellence agroalimentaire AgroBoréal au Saguenay–Lac-Saint-Jean, présente la vision de son organisation relativement à sa stratégie de développement par l'approche de grappes industrielles. Elle partage avec nous ses valeurs, les motivations qui l'ont amenée à s'impliquer dans son domaine ainsi que les défis qu'elle relève au quotidien avec un nombre impressionnant de parties prenantes au regard des richesses agroalimentaires distinctives de notre région.

Enfin, ce numéro comprend un troisième entretien, soit celui de **Sonia Racine**, cofondatrice et conseillère en mobilisation des connaissances chez Communagir. Madame Racine partage avec nous sa riche expérience professionnelle concernant la mobilisation des collectivités. Elle nous raconte comment elle comprend et visualise l'*empowerment* des individus et des organisations. Ainsi, au cœur d'un processus de mobilisation, elle nous explique comment l'*empowerment* individuel peut se transformer pour devenir collectif. Selon elle, les enjeux sociétaux actuels nécessitent une mobilisation des pouvoirs de tout un chacun afin de faire émerger de nouvelles solutions transformatrices. Pour y parvenir, madame Racine a développé une expertise ainsi que des outils favorables à la mobilisation des communautés.

Nous vous souhaitons une bonne lecture,

Jeanne Simard, professeure, UQAC
Directrice de la revue
Coresponsable du dossier sur la sécurité alimentaire
Membre du Laboratoire de recherche et d'intervention en gouvernance des organisations (LARIGO)

Salmata Ouedraogo, professeure, UQAC
Membre du comité d'orientation et responsable de la rubrique *Entretiens*
Coresponsable du dossier sur la sécurité alimentaire
Membre du Laboratoire de recherche et d'intervention en gouvernance des organisations (LARIGO)

France Desjardins, chargée de cours, UQAC
Coresponsable du dossier sur la sécurité alimentaire
Membre du Laboratoire de recherche et d'intervention en gouvernance des organisations (LARIGO)

Théophile Serge Nomo, professeur, UQTR
Responsable du dossier sur les dispositifs d'accompagnement et d'appui financier à l'entrepreneuriat et aux PME en contexte africain francophone

RÉFÉRENCES

Klyver, K., Steffens, P. et Lomberg, C. (2020). Having your cake and eating it too? A two-stage model of the impact of employment and parallel job search on hybrid nascent entrepreneurship. *Journal of Business Venturing*, 35(5), 106042.
<https://doi.org/10.1016/j.ibusvent.2020.106042>

Men, F. et Tarasuk, V. (2021). Food insecurity amid the COVID-19 pandemic: Food charity, government assistance, and employment. *Canadian Public Policy*, 47(2), 202-230.
<https://doi.org/10.3138/cpp.2021-001>

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v32n1.1549>